

SECONDA SESSIONE ORDINARIA DI U 2021
RIUNIONE DI I 18 E 19 NOVEMBRE 2021

2EME SESSION ORDINAIRE DE 2021
REUNION DES 18 ET 19 NOVEMBRE 2021

2021 / O2/045

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE
CORSE LA QUESTION DEPOSEE PAR MONSIEUR DON-JOSEPH
LUCCIONI AU NOM DU GROUPE FA POPULU INSEME**

Objet : Partecipazioni di a Corsica à a COP26 in Glasgow : puntu d'infurmazioni è perspèttivi

Je souhaite vous remercier pour votre question,

Chers Conseillers,

D'un point de vue général, je souhaite préciser qu'il est prévu une présentation de la politique méditerranéenne et internationale de la CDC.

Cette politique avait été initiée par Mme la Présidente de l'Assemblée de Corse quand elle était en charge, lors de la mandature précédente, des affaires européennes et internationales. Ce rapport sera bientôt présenté devant votre Assemblée.

Sachez que c'est pour nous, une priorité forte que de faire entendre notre voix et valoir nos intérêts dans le concert européen et international.

Pour revenir plus particulièrement à notre participation à la Conférence de Glasgow en Ecosse : 196 Etats étaient présents et autant d'hommes et femmes de premier plan, des représentants des gouvernements, des Etats, des grandes agglomérations, des ONG, des représentants des territoires autonomes, des entreprises..

10 jours de négociation ont eu lieu et 4 grandes ambitions y ont été affichées :

- 1/ Faire grandir l'ambition pour le climat ;
- 2/ Finaliser les règles pour la mise en œuvre des accords de Paris ;
- 3/ Mobiliser des financements alternatifs nouveaux et innovants ;
- 4/ Renforcer l'agenda d'action commun.

Le bilan est certes contrasté.

Globalement, les pays pauvres attendent légitimement plus ; les pays riches commencent à faire, mais pas assez.

Mais alors, quelle est la place de la Corse, ce petit pays, dans ce grand concert de nations ?

Il est tout de même important d'y être, car la Corse est perçue favorablement par tous et regardée avec une attention toute particulière.

Il est aussi important de rappeler ce qui a été fait pendant cette journée de participation.

Premièrement, j'y ai participé en tant que Président du Conseil Exécutif de Corse, amis également mandaté par Régions de France qui nous avait désignés pour présider la commission sur la transition écologique, considérant que la Corse, territoire insulaire, méditerranéen, à la recherche d'une autonomie assumée, de plein exercice, pouvait être un chef de file crédible pour toutes les régions.

J'ai eu plusieurs entretiens importants, d'abord, en ma qualité de Président de la Commission de la transition écologique, un rendez-vous a été organisé en présence de la Ministre de la Transition écologique, qui a tenu à me recevoir une demi-heure, y compris pour parler de la Corse, elle n'était pas obligée de le faire, et c'est même un geste d'ouverture significatif.

Nous avons parlé du rôle des régions et plus largement des territoires infra-étatiques dans la mise en œuvre des politiques de lutte contre le réchauffement climatique et plus globalement de transition écologique ; et nous l'avons fait en présence du représentant du Québec, en présence du représentant des villes d'Afrique que j'ai bien sûr assuré de notre solidarité, et nous l'avons fait dans des termes qui ont été à mon avis extrêmement constructifs.

Au-delà de cet échange avec la Ministre, et cette fois-ci en reprenant plus directement ma casquette de Président du Conseil exécutif de Corse, d'abord pour réaffirmer l'importance de la coopération méditerranéenne dans la lutte contre le réchauffement climatique ; des contacts de premier plan ont eu lieu en effet avec le représentant des îles Baléares, des représentants sardes, ou encore italiens.

J'ai également eu un entretien d'une heure avec le Président catalan où j'ai exprimé notre solidarité avec le peuple catalan, et puis aussi la volonté de renforcer nos échanges bilatéraux dans le domaine économique, social, culturel, linguistique et environnemental.

Des rendez-vous également avec le Ministre de l'Energie et des Transports écossais, mais également des rendez-vous avec des acteurs non gouvernementaux intéressés par ce qu'il se passe en Corse.

Un entretien important aussi avec le Président du Sénat de Madagascar qui m'a interpellé d'abord en tant que Corse, les plus anciens savent les relations qu'il y a eu entre les Corses et le peuple malgache pour dire que ce peuple connaît aujourd'hui des entreprises de déforestation importante, des incendies criminels et donc une famine extrêmement grave qui a déjà ôtée la vie à de nombreuses personnes.

Le Président du Sénat de Madagascar a donc demandé un geste de solidarité à la fois de la part de la Corse si possible, et de l'ensemble des régions de France. A titre personnel, j'y suis favorable et j'aurai l'occasion de vous proposer un geste, au moins symbolique, geste partagé et repris avec les régions de France ; je vous rappelle que nous avons institué un fonds d'urgence pour des opérations humanitaires, je referme la parenthèse mais c'est important que la Corse, à Madagascar ou ailleurs, montre sur la scène européenne et internationale qu'elle est solidaire de l'ensemble des peuples qui souffrent beaucoup plus que nous.

Je termine en disant que ces contacts, ces perspectives de travail s'enracinent dans la durée. J'ai écouté tout à l'heure la réponse de la Présidente de l'Office des transports à la question de Serena Battestini sur l'affaire des transports maritimes et notamment avec la Sardaigne ; c'est un dossier que nous avons systématiquement porté devant toutes les instances compétentes, c'est long, difficile, quelques fois nous avons le sentiment de nous battre contre des montagnes, et pourtant, je pense qu'avec la foi et la volonté politique, la constance, nous allons arriver à avoir des concrétisations dans les mois, et dans les années à venir.

Je vous remercie,